

## Une loyauté achetée?

### A PROPOS DE LA MUTINERIE DES FORCES DE SÉCURITÉ EN CÔTE D'IVOIRE

**Au cours des trois semaines passées, les grèves et mutineries répétées des forces de sécurité et des services publics de Côte d'Ivoire ont révélé le mécontentement profond d'importants groupes du secteur public envers le gouvernement de cet Etat d'Afrique de l'Ouest. Les causes de cette insatisfaction ne sont pas exclusivement financières et ont le potentiel à moyen terme de perturber sérieusement le développement jugé généralement positif de ce pays depuis la fin de la guerre civile en 2011.**

#### La situation actuelle

Dans la nuit du vendredi 6 janvier 2017 vers 00 h 30, des centaines de soldats stationnés à Bouaké, la seconde ville de Côte d'Ivoire, ont quitté leurs casernes pour prendre le contrôle des points stratégiques et pour commencer à ériger des barrages routiers. Au matin, le Ministère ivoirien de la défense a déclaré qu'un « groupe de militaires » aurait formulé des revendications et que les commandants des régions militaires 2 et 3 ainsi que le commandant d'un bataillon d'artillerie local seraient en train de négocier avec ce groupe. La déclaration du Ministère énonçait comme revendications principales le paiement des primes promises, l'augmentation des soldes, ainsi que la diminution du temps passé dans les grades, soit l'accélération des promotions.<sup>1</sup> Ce document concis, signé par le Ministre de la Défense Alain-Richard Donwahi, se terminait sur un appel à tous les soldats de réintégrer leurs casernes et de garder leur

calme jusqu'à ce qu'ensemble on trouve une solution viable à cette situation.

Le lendemain déjà, le Ministre Donwahi s'est rendu à Bouaké afin d'y mener les négociations en personne, pour « parler à mes hommes », comme il disait.<sup>2</sup> Entre-temps les soldats avaient pillé un arsenal de Bouaké. A Abidjan, la ville la plus importante du pays et sa métropole économique, des soldats mutins ont pris d'assaut le Ministère de la Défense et érigé des barrages le long d'une caserne à proximité. De plus, la nouvelle courait que ces soulèvements avaient atteint d'autres villes de la Côte d'Ivoire. On n'enregistrait encore aucune victime et faisait seulement état de « tirs en l'air ».

Le soir même, le Président Ouattara, qui était en visite au Ghana, pays voisin, pour y assister à l'investiture de son nouveau chef d'état et était aussitôt rentré à Abidjan, annonçait à la télévision qu'un accord avait été trouvé. Ouattara affirmait que les revendications des soldats de paiement des primes et d'une amélioration de leurs conditions de vie seraient „prises en compte“. A son tour, il demandait à tous les militaires de rentrer dans leurs casernes afin de permettre l'exécution de ses décisions „dans le calme“. Pendant quelques heures suivant cette déclaration télévisée, il apparut que le Ministre Donwahi et sa délégation se trouveraient pris en otage dans la résidence du sous-préfet à Bouaké, lieu des négociations

<sup>2</sup>

<http://www.ivoireinfosusa.net/negociations-avec-les-mutins-quelques-grands-points-qui-attendent-le-ministre-de-la-defense-a-bouake/>

<sup>1</sup> <http://politikafrique.info/communique-ministere-de-defense-relatif-aux-evenements-de-bouake/>

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

Regionalprogramm  
Sicherheitspolitischer Dialog  
Subsahara-Afrika (SIPODI)

TINKO WEIBEZAHL

Januar 2017

[www.kas.de/sipodi](http://www.kas.de/sipodi)

avec les soldats. Des soldats excités s'étaient regroupés devant le bâtiment et réclamaient le paiement immédiat des primes spéciales. L'un des soldats mutins qui retenaient le Ministre déclarait à la presse: « Le Président doit nous dire quand nous serons payés et combien nous recevrons. »<sup>3</sup> Quelques heures plus tard, le Ministre et ses collaborateurs ont cependant pu quitter la ville et rentrer à Abidjan. Le calme est revenu dans les jours qui suivirent. Après qu'on leur ait confirmé le paiement d'une première tranche le lundi suivant, dans tout le pays les soldats sont rentrés à leurs bases et la vie a repris son cours. Des magasins restés fermés par précaution ont à nouveau ouvert et la population est repassée au quotidien.

Le lundi suivant les troubles, le nouveau Parlement issu des élections de décembre 2016 s'est réuni pour sa session inaugurale, juste après que le Premier Ministre Daniel Kablan Duncan ait, comme prévu, donné la démission de son gouvernement. Le Parlement commença par réélire son Président, Guillaume Soro. Deux jours après, comme attendu le Président Ouattara a annoncé la composition de son cabinet: Le premier ministre sortant fut nommé au poste de Vice-Président, nouvellement créé par le référendum sur la Constitution, tandis que le secrétaire générale de la présidence, Amadou Gon Coulibaly, se vit promu au poste de Premier Ministre. La vraie surprise – sans doute décidée suite à la mutinerie des militaires – fut le limogeage sur ordre présidentiel des chefs de l'Armée, le Général Soumaïla Bakayoko, de la Gendarmerie, le Général Gervais Kouakou Kouassi, et de la Police Nationale, Bredou M'Bia, avec effet immédiat.

Pendant les jours suivant, des détails sur les accords avec les mutins ont filtré. On apprenait que 8500 ex rebelles, qui avaient combattu du côté de l'actuel Président au cours de la guerre civile et avaient depuis été intégrés dans l'armée régulière, devaient chacun recevoir un montant forfaitaire de 12 millions de FCFA (environ 18 000 euros) dont une première tranche de 7500 euros serait payée dans un avenir très proche. A noter que le salaire minimum légal en Côte d'Ivoire est d'environ 100 euros par mois et que le solde mensuel d'un soldat du rang n'est pas beaucoup plus élevé.

Seulement une semaine après la fin des premiers troubles, le mardi 17 janvier a vu une seconde mutinerie déclenchée par des membres des forces de sécurité.

Cette fois, ce sont des soldats et gendarmes n'ayant pas profité du premier accord sur le paiement de primes spéciales qui ont manifesté dans plusieurs villes du pays. Leur revendication concerne non seulement environ 15 000 militaires mais aussi les ex rebelles qui ont été intégré dans d'autres corps du service public – comme par exemple les douanes et les sapeurs-pompier -, sans oublier bien sûr les gendarmes, policiers et soldats vétérans de la guerre civile mais n'ayant pas fait partie des forces rebelles. Au cours de ces manifestations, à Yamoussoukro, capitale politique de la Côte d'Ivoire, deux soldats, dont on suppose qu'il s'agissait de mutins, furent abattus par des membres de la Garde Républicaine, l'unité d'élite directement affectée à la protection du Président.

Le Gouvernement a une nouvelle fois immédiatement réagi en engageant des négociations, qui n'ont pas encore abouti. La situation s'est encore aggravée quand des fonctionnaires d'autres corps, par exemple des sapeurs-pompier, sont entrés en grève afin d'appuyer leurs revendications de primes spéciales, d'augmentations de sa-

---

<sup>3</sup> <http://de.reuters.com/article/elfenbeinkste-revolte-idDEKBN14SOGH>

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

Regionalprogramm  
Sicherheitspolitischer Dialog  
Subsahara-Afrika (SIPODI)

TINKO WEIBEZAHL

Januar 2017

[www.kas.de/sipodi](http://www.kas.de/sipodi)

laire et d'amélioration de leurs conditions de travail. Les montants obtenus lors du « premier tour de négociations » ont servi de catalyseur des mouvements de grève. Parallèlement, les enseignants des écoles publiques et d'autres fonctionnaires du service public ont cessé le travail: de nombreuses écoles sont restées fermées pendant des jours et les administrations n'ont assuré qu'un service minimum.

Le nouveau chef des armées, le Général de Division Touré Sékou, a entamé le 23 janvier une tournée des casernes dans tout le pays afin de dialoguer avec ses hommes. S'il s'est montré compréhensif face aux revendications concernant la grille de promotion et les conditions de vie, il a aussi souligné que les décisions sur les primes spéciales ne sont pas du ressort du Ministère de la Défense. Il a promis de faire en sorte que ces préoccupations soient « entendues et transmises ». Par ailleurs le Général a averti que tout soldat qui n'obéirait pas aux ordres s'exposerait à « de sévères sanctions disciplinaires ».<sup>4</sup>

#### La toile de fond

Les troubles au sein des forces de sécurité ivoiriennes sont une conséquence directe de la crise gouvernementale de 2010/2011, déclenchée par les accusations mutuelles de fraude électorale pendant les deux tours de l'élection (premier tour en octobre et second tour en novembre 2010), lancées par le Président sortant Laurent Gbagbo et le Président actuel Alassane Ouattara. En tête après le premier tour, à la sortie du second tour Gbagbo a dû assister à l'annonce, de la victoire dans tout le pays de son concurrent Ouattara, chef de l'opposition, par la Commission Électorale Indépendante de Côte d'Ivoire (CEI). En même temps, le Conseil Constitutionnel, réputé fidèle au Gouvernement sortant, déclarait la victoire de Gbag-

bo, qui s'est dépêché de prêter serment devant le dit Conseil. Mais Ouattara aussi a prêté serment – par lettre adressée au Conseil Constitutionnel – ce qui a valu à la Côte d'Ivoire d'avoir deux présidents concurrents jusqu'en avril 2011.<sup>5</sup>

Contrairement à Gbagbo, Alassane Ouattara a pu compter sur le soutien massif de la communauté internationale. La décision du Conseil Constitutionnel d'introniser Gbagbo a été vivement critiquée sur le plan international. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, somma Gbagbo à reconnaître sa défaite. L'Union Africaine fit savoir qu'elle était « très soucieuse » face à l'évolution du pays. Le Président des Etats-Unis Barack Obama et son homologue français Nicolas Sarkozy félicitèrent Ouattara pour sa victoire et demandèrent à Gbagbo de reconnaître le résultat officiel de la Commission Électorale. L'Union européenne et d'autres pays s'exprimèrent dans le même sens. Et enfin, le Conseil de Sécurité de l'ONU demanda à tous les acteurs de ces événements de respecter le résultat des élections publié par la Commission Électorale.

Dans les mois qui suivirent il y eut des combats parfois intenses principalement le long de l'ancienne ligne de démarcation, fixée par l'accord de Ouagadougou de 2007 qui scella la séparation du pays en deux zones, nord et sud. La capitale économique Abidjan fut également le théâtre de combats armés. Le conflit gagna en intensité jusqu'à l'escalade en quasi guerre civile ouverte en février 2011. Les Forces Nouvelles de Côte d'Ivoire (FN), qui contrôlaient officiellement le nord du pays depuis la fin de la guerre civile en 2007, soutenaient Ouattara, lui-même originaire du nord qui lui était massivement acquis. Les forces armées régulières par contre, et en particulier

<sup>4</sup> Voir le quotidien «Fraternité Matin», édition du 25 janvier 2017, p.8

<sup>5</sup>

<http://www.spiegel.de/politik/ausland/blutiger-machtkampf-elfenbeinkueste-hat-zwei-praesidenten-a-732918.html>

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

Regionalprogramm  
Sicherheitspolitischer Dialog  
Subsahara-Afrika (SIPODI)

TINKO WEIBEZAHL

Januar 2017

[www.kas.de/sipodi](http://www.kas.de/sipodi)

la Garde Républicaine, soutenaient Gbagbo, maître quasi incontesté du sud du pays.

Egalement présents en Côte d'Ivoire à cette époque furent les casques bleus appartenant à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et les troupes d'élite françaises de l'Opération Licorne, un bataillon chargé du soutien de l'ONUCI et également responsables de la sécurité des citoyens français résidants en Côte d'Ivoire. Ces unités ont joué un rôle de plus en plus actif au fur et à mesure de l'avancée des hostilités.

Vers la fin du mois de mars 2011, les troupes fidèles à Ouattara, rebaptisées peu avant Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), renforcées par de nombreux transfuges des forces loyalistes, ont lancé une offensive qui s'est soldée début avril par la prise de la plus grande partie d'Abidjan. Gbagbo n'avait d'autre choix que de se réfugier en compagnie de quelques centaines de fidèles dans la résidence présidentielle tandis que ses troupes les plus aguerries continuèrent à résister au centre d'Abidjan. Pendant quelques jours les belligérants se sont opposés à l'arme lourde et dans des combats de rue parfois acharnés. Les forces de l'ONUCI et de Licorne ont offert un soutien décisif aux forces d'Alassane Ouattara, culminant par la capture de Laurent Gbagbo le 11 avril 2011. Le 30 novembre de la même année celui-ci fut transféré à la Cour Pénale Internationale de La Haye. Politiquement, le camp Gbagbo n'a pas survécu à ce départ. Les premières élections post crise du 11 décembre 2011 se sont déroulées dans le calme et se sont soldées par une victoire très nette du Rassemblement des Républicains (RDR) d'Alassane Ouattara, désormais seul Président légitime.

Après la fin de la crise, les Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFAN) et les ex Forces de Défense et de Sécurité (FDS), l'ancienne « Armée nationale » ont fusionné pour former une nouvelle entité, les

« Forces Républicaines de Côte d'Ivoire » rebaptisées en 2016, « Forces Armées de Côte d'Ivoire » (FACI). Ouattara a justifié la création de cette armée nouvelle en se référant à l'Accord de Ouagadougou – voir ci-dessus – dont l'article 3 stipule le désarmement et la démobilisation des milices armées, la refonte d'une armée nationale et l'intégration des soldats démobilisés dans cette armée. Ce projet a été réalisé, au total 40 000 combattants ont été démobilisés. Aujourd'hui, les forces armées comptent environ 23 000 soldats, dont environ 1000 officier, 14 000 sous-officiers et 8000 soldats du rang.

Il apparaît qu'au cours des actions de guerre de 2011, les environ 8500 combattants des Forces Nouvelles désormais intégrés dans l'armée ont reçu l'assurance de primes spéciales dues en cas de victoire, ce qui ne paraît pas illogique dans le contexte très incertain de l'époque. Cependant, au cours des six années écoulées il semblerait que le Gouvernement a omis de développer une stratégie claire pour la reconstruction des forces armées, sa réduction à une taille appropriée, l'adaptation des grades et le contrôle effectif et efficace d'une prolifération d'armes en circulation. Parmi les causes de la situation actuelle, certains gradés supérieurs évoquent l'existence de structures de commandement parallèles et aussi l'absence de réelle volonté politique d'aboutir rapidement à une restructuration de l'armée. Au lieu de cela, le Gouvernement s'est contenté de calmer provisoirement les manifestations périodiques de mécontentement dans les rangs par le « paiement de primes spéciales », comme ce fut le cas en novembre 2014, quand des ex rebelles exigeaient déjà le paiement de primes promises, quoiqu'en formulant des demandes moins extravagantes qu'aujourd'hui.

**Evaluation et perspectives**

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

Regionalprogramm  
Sicherheitspolitischer Dialog  
Subsahara-Afrika (SIPODI)

TINKO WEIBEZAHL

Januar 2017

[www.kas.de/sipodi](http://www.kas.de/sipodi)

Depuis la fin de la crise de 2011, le Président Ouattara et son équipe ont réussi dans un temps assez court à surmonter les conséquences économiques d'un long conflit et de diriger la Côte d'Ivoire sur le chemin du renouveau économique. Depuis cette époque le développement économique se poursuit grâce, par exemple, à la position de plus grand producteur mondial de cacao. Avec une croissance annuelle de près de neuf pour cent entre 2012 et 2015, confirmé par le FMI, ce pays d'Afrique de l'Ouest est en voie de devenir l'économie avec la croissance la plus rapide de l'Afrique – l'histoire d'un succès sans pareil quand on regarde les problèmes considérables rencontrés par d'autres états de la région, on pense au Mali ou au Niger, et un succès que la communauté internationale apprécie à sa juste valeur. Grâce à l'accent mis sur les réformes économiques et les conditions de croissance, le Président Ouattara a réussi à attirer de nombreux investisseurs étrangers en Côte d'Ivoire. Certes, son histoire personnelle comme économiste formé aux Etats-Unis et ancien directeur du Département Afrique au FMI à Washington a sans doute contribué au sentiment qu'il s'agit d'une personnalité ouverte et habile, spécialiste des questions économiques, « digne » du soutien de la communauté internationale. En tant que « héritier économique et politique » de la figure légendaire du fondateur de la République Félix Houphouët-Boigny, qui fut ministre sous Charles de Gaulle et co-auteur de la constitution de la Cinquième République, comme vainqueur d'un Laurent Gbagbo isolé sur la scène internationale, il a pris les rênes du pays en devant faire face à d'énormes attentes mais aussi en recevant par avance des lauriers de la part de nombreux chefs d'état, dont Barack Obama et Nicolas Sarkozy. Le succès semble lui donner raison, Abidjan connaît un boom immobilier sans pareil, les centres commerciaux pullulent et de nombreuses entreprises de transformation et manufacture se sont établies dans la métro-

pole commerciale au cours des cinq dernières années. La situation politique domestique est également favorable à Ouattara, car de larges tranches de la population, fatiguées par la guerre et les tiraillements politiques, soutiennent sa politique en espérant une vie meilleure. Les dernières élections présidentielles en octobre 2015 ont favorisé sa réélection par un remarquable score 83 pour cent des voix. Et après les élections législatives de décembre 2016, de nombreux diplomates, y compris ceux d'Allemagne, avaient l'impression que les suites de guerre civile et crise sont définitivement reléguées au passé.

Emporté par l'euphorie face à une Côte d'Ivoire faisant figure de « phare » de l'Afrique de l'Ouest, on a cependant négligé le fait qu'une majorité significative de la population ne participe pas à la relance économique et qu'il n'existe pas de stratégie cohérente pour la réconciliation effective des adversaires de la guerre civile – y compris au niveau des forces de sécurité. Le taux de croissance démographique se situe à 2,4 pour cent par an, ce qui veut dire que bon an mal an environ un demi-million de jeunes rejoint un marché du travail incapable de les absorber malgré les bons indicateurs économiques.<sup>6</sup> Au contraire, et contrairement à la tendance générale en Afrique subsaharienne, le nombre d'individus en état de pauvreté absolue a même augmenté et représente un problème considérable – et croissant – pour le pays.<sup>7</sup> Autre facteur qui apporte un bémol au bilan général du gouvernement Ouattara: l'extrême lenteur de la reconnaissance et du traitement juridique des violations des

<sup>6</sup>

[http://countrymeters.info/de/Cote\\_d'Ivoire](http://countrymeters.info/de/Cote_d'Ivoire)

<sup>7</sup> <http://library.fes.de/pdf-files/iez/11477.pdf>

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

Regionalprogramm  
Sicherheitspolitischer Dialog  
Subsahara-Afrika (SIPODI)

TINKO WEIBEZAHN

Januar 2017

[www.kas.de/sipodi](http://www.kas.de/sipodi)

droits de l'Homme pendant les années de conflit armé.<sup>8</sup>

Le mécontentement des soldats, gendarmes, policiers et autres fonctionnaires du service public se manifeste depuis des années par des grèves et mutineries récurrentes. Jusqu'à ce jour le Gouvernement n'a proposé aucune stratégie cohérente pour prévenir de telles perturbations. Tous les troubles ont été apaisés par le versement de sommes forfaitaires – parfois considérables – sans que l'on ait procédé à une analyse des causes profondes de ce phénomène. S'il est vrai que le Gouvernement a présenté un plan de modernisation ambitieux des forces militaires – prévoyant entre autre 1,2 milliards d'euros pour des équipements nouveaux et la réforme du personnel – mais les conditions de vie de soldats et gendarmes restent souvent précaires. En privé, de hauts gradés se montrent soucieux face à la politique actuelle de calmer les soldats mutins par le rapide versement de primes spéciales, critiquant la politique d'apaisement du Gouvernement (« toujours la politique de la carotte et jamais celle du bâton »). Non seulement ces déboursements ne contribuent en rien à une amélioration durable de la situation des forces armées, mais le débat sur l'inégalité du traitement réservé à différents secteurs du service public, que ces paiements déclenchent immédiatement, limite considérablement la capacité d'action de l'Etat.

En suivant cette tactique, les options opérationnelles d'Alassane Ouattara rétrécissent à vue d'œil. Les ressources de l'Etat sont limitées, il est financièrement inconcevable de régler les revendications de tous les corps du service public par d'aussi généreux paiements de primes. De plus, cette méthode envoie un signal fatal aux potentiels

imitateurs, qui observent la rapidité avec laquelle une mutinerie peut provoquer une pluie d'argent. Cependant, le mécontentement qui perdure au sein des forces de sécurité ne menace non seulement la position du Gouvernement mais également la suite d'un développement économique jusqu'ici encourageant. Il faut s'attendre à ce que les investisseurs, avec leur regard sur le long terme, écartent l'option de s'engager dans un pays où les forces de sécurité mêmes constituent un facteur d'instabilité non négligeable. Depuis 1990 on a enregistré pas moins de onze mutineries dans l'armée ivoirienne, dont une, qui a commencé en 1999 comme dispute autour des soldes, s'est terminée par un coup d'état qui a balayé le Président Henri Konan Bédié et a débouché sur une dictature militaire.<sup>9</sup> Ainsi, nul besoin de remonter dans un passé lointain pour s'apercevoir des risques qui menacent la stabilité du pays. Dans une perspective à moyen terme il faut souligner qu'en plus le Président Ouattara se trouvera bientôt au milieu de son second mandat, qui sera aussi le dernier si la Constitution est respectée. Les prochaines élections présidentielles doivent avoir lieu en 2020 et il est urgent d'obtenir des résultats probants dans le processus de réconciliation nationale d'ici-là, sous peine de voir les vieilles inimitiés politiques se réveiller et s'exacerber. De même faut-il offrir une perspective claire et gérable aux membres des forces de sécurité afin d'exclure la possibilité de mutineries déstabilisantes avant le déroulement ou, pire, pendant les élections.

Les menaces pour le développement politique et économique de la Côte d'Ivoire sont sans aucun doute réelles. Le développement positif de la situation au cours des dernières années n'a pas pu produire une stabilité telle que l'on puisse la qualifier d'irréversible. Si la probabilité d'une nou-

<sup>8</sup> [http://www.auswaertiges-amt.de/sid\\_2A421E8660F741BC6837478A72CF77B1/DE/Aussenpolitik/Laender/Laenderinfos/CoteDivoire/Innenpolitik\\_node.html](http://www.auswaertiges-amt.de/sid_2A421E8660F741BC6837478A72CF77B1/DE/Aussenpolitik/Laender/Laenderinfos/CoteDivoire/Innenpolitik_node.html)

<sup>9</sup> <http://www.reuters.com/article/us-ivorycoast-military-analysis-idUSKBN15326E>

**Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.**

**Regionalprogramm**

**Sicherheitspolitischer Dialog  
Subsahara-Afrika (SIPODI)**

**TINKO WEIBEZAHL**

Januar 2017

[www.kas.de/sipodi](http://www.kas.de/sipodi)

velle guerre civile paraît négligeable, il existe néanmoins la possibilité que le flux des investissements étrangers s'assèche rapidement si les perspectives d'avenir sont baignées d'incertitude. Sur la durée, une telle évolution serait fatale à la Côte d'Ivoire, qu'il faut continuer à considérer comme une économie de matières premières.